

son/clt
→

Industrie

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURE DE LA MEUSE

D. R. I. R. E.
RÉGION LORRAINE

28 MAI 2001

METZ

DIRECTION DES LIBERTÉS PUBLIQUES ET DE LA RÉGLEMENTATION
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'URBANISME

D.R.I.R.E.

Arrêté n°2001- 1000

ARRETE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

Le PRÉFET de la MEUSE,

VU le titre I^{er} du livre V du code de l'environnement, en particulier les articles L 512-5 et L 514-1,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié,

VU l'arrêté préfectoral n° 80-3054 du 29 juillet 1980, transféré par donné acte du 29 octobre 1993, autorisant la Société Coopérative Agricole EMC2 à exploiter sur le territoire de la commune de BRAS SUR MEUSE une installation de stockage de céréales,

VU les prescriptions de fonctionnement d'un tel établissement fixées par l'arrêté ministériel du 29 juillet 1998 modifié, relatif aux silos et aux installations de stockage de céréales, de graines, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables,

VU le rapport du 2 mai 2001 du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, rapport faisant suite à la visite de l'établissement le 23 avril 2001,

Vu les constats réalisés le 23 avril 2001 par la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, concernant le non-respect des articles 2, 9, 10, 12-1, 13-3, 16, 17, 18, 22 et 25 de l'arrêté ministériel précité,

Considérant que les dispositions prises par la Société Coopérative Agricole EMC2, sur son site de BRAS SUR MEUSE, ne permettent pas de respecter les objectifs fixés par l'article L 511-1 du code de l'environnement et les prescriptions définies dans l'arrêté ministériel du 29 juillet 1998 modifié.

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

A R R Ê T E

Article 1. La Société Coopérative Agricole EMC2, dont le siège social est à BRAS SUR MEUSE, BP 45 – 55 101 VEDUN Cedex, est mise en demeure sous le délai de **trois mois**, pour son installation de stockage de céréales implantée à BRAS SUR MEUSE (55 100), de se conformer aux dispositions des articles 2, 9, 10, 12-1, 13-3, 16, 17, 18, 22 et 25 de l'arrêté ministériel du 29 juillet 1998. Cette mise en conformité porte sur les points cités dans les articles 2 à 9 du présent arrêté.

Article 2. L'exploitant doit disposer d'une étude des dangers actualisée. Dans l'étude des dangers, sont déterminés les paramètres et équipements importants pour la sécurité des silos en fonctionnement normal, transitoire ou en situation accidentelle. Elle justifie que les fonctions de sécurité mises en place pour la prévention et la lutte contre les accidents sont bien adaptées, en particulier concernant le respect des prescriptions définies aux articles 9, 12-1, 13-3, 16, 17, 18 et 25 de l'arrêté ministériel du 29 juillet 1998.

Article 3. Le silo doit être efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie à moins que le site lui-même ne soit clôturé.

Article 4. Les bandes de transporteurs, sangles d'élévateurs et courroies doivent être difficilement propagatrices de la flamme et antistatiques.

Article 5. Les installations électriques disposées en zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives doivent être constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.

Article 6. Les silos doivent être efficacement protégés contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, les courants vagabonds et la foudre.

Article 7. Les matériaux constituant les appareils en contact avec les produits doivent être conducteurs afin d'éviter toute accumulation de charges électrostatiques.

Article 8. La quantité de poussières fines ne doit pas être supérieure à 50 g/m².

Article 9. Les organes mobiles risquant de subir des échauffements doivent être périodiquement contrôlés et disposent de capteurs de température. Les élévateurs doivent être équipés de capteur de déport de bandes.

Article 10. Les justificatifs des actions réalisées en application des articles 2 à 9 du présent arrêté doivent être communiqués en préfecture dans le délai fixé à l'article 1.

Article 11. La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal Administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - Case officielle n°38 - 54036 NANCY CEDEX. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Le délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 12. Le Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société Coopérative Agricole EMC2,

et dont une ampliation sera adressée :

- au Sous-Préfet de VERDUN,
- à l'Inspecteur des Installations Classées,
- au Maire de BRAS SUR MEUSE,
- au Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours.

Pour ampliation
Le Chef de Bureau délégué

Marie-José GAND

BAR LE DUC, le 23 MAI 2001
Le PRÉFET

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Werner GAGNERON

